

# Faire vivre nos propositions alternatives

**L**e président Hollande avait promis de s'attaquer à la finance par opposition à Sarkozy qualifié de « *président des riches* ». Aujourd'hui une majorité de citoyens, salariés, chômeurs, jeunes ou retraités déplore le renoncement de Hollande à sa promesse. D'autant que les politiques menées conduisent à une situation économique et sociale dans notre pays et dans l'ensemble de l'Europe particulièrement alarmante. En Europe, le chômage est endémique et atteint un niveau record en septembre 2013 touchant officiellement dans la zone euro 12,2 % de la population active contre 11 % dans l'UE à 28. L'OCDE place la croissance en zone euro à -0,6 % en 2013 et prévoit +1,1 % en 2014. En France, le taux de chômage atteint 11 %, au 17<sup>e</sup> rang de l'UE à 28. La stagnation du PIB se poursuit. Malgré ce constat François Hollande répète que la crise de la zone euro est derrière nous et qu'il convient de poursuivre les politiques d'austérité.

En France, les choix politiques aggravent l'austérité pour les populations et répondent aux principaux desiderata du patronat.

- L'ANI dérègle le code du travail et multiplie les situations d'emploi précaire. Alors qu'il faudrait une véritable loi de sécurisation de l'emploi et l'arrêt par la loi des licenciements boursiers.

- Le CICE (Crédit impôt compétitivité emploi), c'est un coût de 10 Mds d'euros pour le budget de l'État en 2014, et de 20 Mds d'euros en phase de croisière de la mesure.

- La réforme des retraites retarde immédiatement les départs et accroît la baisse du taux de remplacement.

- Les PLF et PLFSS 2014 : porteur de suppressions d'emplois, d'une baisse drastique des moyens de l'État et des collectivités territoriales, avec une réduction des dépenses budgétaires de l'État de 9 Mds d'euros et de la protection sociale de 6 Mds d'euros. Les services publics seront appauvris avec diverses conséquences sur l'efficacité des administrations, des transports publics, de l'action sociale...

- Alors que l'évasion fiscale, notamment dans les entreprises et les banques, peut être évaluée entre 50 et 80 Mds d'euros, le détournement d'argent public avec le crédit impôt recherche (CIR) sans contrôle, à hauteur de 5,4 Mds d'euros en 2014, va encore se prolonger.

- C'est enfin et surtout l'avalanche de nouveaux plans de licenciements dans les entreprises. Au nom de la compétitivité, du coût du travail, le Medef est à la manœuvre. L'insécurité face à l'emploi pèse particulièrement sur les jeunes qu'ils soient peu ou très diplômés.

Ce contexte crée un climat délétère entretenu par la droite et l'extrême droite. Le « *ras-le-bol fiscal* » des catégories à plus faible revenu mais aussi des cadres s'accompagne d'un recul de la qualité des services

publics et d'un transfert de l'impôt collecté vers les entreprises qui licencient et servent les plus gros dividendes à leurs actionnaires.

Alors que la politique budgétaire et fiscale devrait servir à corriger les inégalités, à encourager les entreprises qui embauchent et à favoriser le développement économique, social et écologique. L'exaspération qui explose, notamment en Bretagne à partir du refus de l'éco-taxe, doit nous inciter à mettre en débat les propositions du PCF et du Front de gauche.

Cela exigerait aussi une analyse fine de l'évolution du salariat, des classes et couches sociales diverses. Contrairement, nous assistons à la fois à l'élévation du nombre de pauvres et à la montée de la précarité, en même temps qu'à une profonde transformation du salariat, avec aussi une élévation sans précédent du niveau des diplômes et des qualifications chez les jeunes dont certains, sans trouver de perspective crédible, se cherchent dans des stratégies individuelles.

Inscrite dans la durée et articulée avec les luttes des secteurs privé et public, la campagne menée par le PCF sur le coût du capital vise à réduire les prélèvements financiers (dividendes et intérêts) sur la richesse produite. Cela permettrait d'accroître les dépenses pour les travailleurs favorisant leur efficacité et la demande salariale pour relancer l'activité et sortir de la stagnation.

La manifestation du 1<sup>er</sup> décembre lancée par le PCF et le Front de gauche, pour la justice fiscale, contre l'austérité et les licenciements devrait contribuer à démultiplier les prises de conscience et les actions de résistance et de propositions alternatives.

Pour cela, il convient de ne pas se contenter de la nécessaire dénonciation. Il est décisif de montrer la cohérence de nos propositions concernant la fiscalité, le crédit, notre conception de l'Europe, un autre rôle de la BCE, un grand développement des services publics financés par la création monétaire. Cela exige de rendre ces propositions populaires et de faire des salariés des acteurs, en lien avec de nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés et des populations. ■

**Roland Perrier**

